

Notes pour la présentation au Comité permanent des ressources humaines, du développement social et de la condition des personnes handicapées de la Chambre des communes

**le 24 octobre 2006
Hotel Marriott Harbourfront, Halifax**

**Charles Ramsey, Sue Folinsbee et Deborah Burns
Base de données en alphabétisation des adultes inc.**

Introduction – Charles Ramsey

Nous désirons remercier le Comité d'avoir accepté notre demande de faire cette présentation. Nous étions également heureux de présenter un mémoire écrit sur la question de l'alphabétisation en milieu de travail.

Le but de cette présentation au Comité permanent est de souligner la nécessité pour le gouvernement fédéral d'investir et de jouer un rôle de meneur dans le domaine de l'alphabétisation en milieu de travail et de l'alphabétisation de la main-d'œuvre pour les adultes du Canada.

La nécessité d'agir – Charles Ramsey

Les diverses enquêtes internationales sur l'alphabétisation, y compris la récente Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, démontrent bien l'importance de l'alphabétisation dans tous les aspects de la vie des Canadiens. Nous savons que 42 % des Canadiens en âge de travailler éprouvent de grandes difficultés en lecture et en écriture. Nous savons également que 54 % des adultes qui ont de la difficulté à lire et à écrire ont un emploi. Nous savons aussi que seulement 2,2 % des montants que les employeurs consacrent à la formation sont dirigés vers l'alphabétisation. Ces chiffres démontrent que cet important problème a des répercussions non seulement sur la prospérité du Canada, mais sur la prospérité des adultes canadiens et sur leur capacité de tenir leur rôle à l'intérieur d'une société démocratique.

L'importance pour le gouvernement fédéral de jouer un rôle de meneur et d'assurer un investissement en alphabétisation a été bien

documentée. Un premier exemple de cette documentation est le rapport de 2003 intitulé *Accroître l'alphabétisation des adultes : La nécessité d'une action pancanadienne* présenté par le présent Comité permanent. Les consultations menées en 2005 par le gouvernement fédéral relativement à l'alphabétisation et aux compétences essentielles auprès d'intervenants de l'ensemble du pays sont un autre exemple.

Investir dans les adultes qui ont de la difficulté à lire, c'est également investir dans leurs enfants. Nous savons que les parents choisissent souvent d'améliorer leurs capacités de lecture et d'écriture afin de pouvoir faire la lecture à leurs enfants, de les aider avec leurs devoirs et de donner l'exemple sur l'importance d'apprendre et l'importance de la scolarisation. Un milieu où la littératie tient une place importante à la maison est essentiel pour favoriser le développement de l'enfant sur le plan de l'alphabétisation.

BDAA – Charles Ramsey

Dans le cadre de notre travail à la Base de données en alphabétisation des adultes ou BDAA, nous voyons partout au pays la soif et l'ampleur du besoin pour des ressources et du soutien en matière d'alphabétisation.

La BDAA est une bibliothèque en ligne qui offre gratuitement dans les deux langues officielles de l'information sur les programmes, les ressources, les services et les activités en alphabétisation des adultes. Les chiffres dressent un portrait de l'envergure et de la profondeur de nos services et de notre action.

J'aimerais illustrer cette situation avec certains chiffres :

En 1997-1998, 172 000 personnes ont visité le site Web de la BDAA. En mars 2006, ce montant a dépassé les 9 millions. De même, il y a six ans, environ 36 000 documents PDF étaient téléchargés du site de la BDAA. En 2005-2006, plus de 4,4 millions de documents PDF ont été téléchargés. Je pourrais continuer, mais ces chiffres sont suffisants pour démontrer l'ampleur du besoin qui existe.

Je désire mentionner que le gouvernement fédéral a reconnu l'important travail fait par la BDAA. RHDSC a récemment annoncé un financement de 1,6 million de dollars répartis sur trois ans pour permettre à la BDAA de développer et de mettre en place un Centre d'information et portail sur l'alphabétisation et les compétences essentielles en milieu de travail. Cela nous permettra d'offrir une base de données bilingue, à guichet unique, complète, à jour et facilement accessible des programmes, ressources, services et activités dans le secteur de l'alphabétisation et des compétences essentielles en milieu de travail. Cette base de données sera offerte aux personnes qui oeuvrent et sont impliquées dans le domaine de l'alphabétisation en milieu de travail et l'alphabétisation de la main-d'oeuvre.

Les compressions – Sue Folinsbee

Alors que nous applaudissons les investissements du gouvernement fédéral dans le travail futur de la BDAA, nous sommes désolés et perplexes par les récentes compressions du gouvernement, plus particulièrement les 17,7 millions de dollars à l'endroit du Bureau national à l'alphabétisation et à l'apprentissage créé par Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC). Nous voudrions connaître les données utilisées pour décider que les services et les programmes qui ont été supprimés n'étaient pas rentables. Nous aimerions également savoir la raison pour laquelle le gouvernement a fait ces compressions sans au préalable consulter la communauté d'alphabétisation.

Les fonds du Bureau national à l'alphabétisation et à l'apprentissage qui ont été coupés apportaient un soutien essentiel aux programmes d'alphabétisation, y compris les programmes pour préparer pour le marché du travail les adultes qui éprouvent de la difficulté en lecture et en écriture et les travailleurs qui ont besoin de perfectionnement.

Ces compressions touchent le soutien essentiel aux programmes comme la coordination, la promotion, le recrutement d'apprenants, le perfectionnement professionnel des formateurs.trices, la recherche, la création de partenariats et le partage des meilleures pratiques. Nous constatons déjà les effets désastreux de ces compressions d'un bout à l'autre du pays puisque des coalitions et des réseaux

provinciaux et régionaux qui ont offert du soutien pendant des décennies devront fermer leurs portes ou réduire grandement leurs effectifs. Nous ne savons pas si les compressions peuvent affecter les partenariats sur la formation en milieu de travail qui sont en place dans plusieurs provinces, notamment la Nouvelle-Écosse, le Manitoba et les T.N.-O. où les employeurs, les travailleurs et les gouvernements provinciaux travaillent ensemble pour promouvoir et offrir des programmes d'alphabétisation en milieu de travail. Nous ne savons également pas quelles seront les répercussions sur les fédérations provinciales et territoriales des travailleurs. Les fédérations ont été des partenaires importants dans les partenariats sur l'alphabétisation en milieu de travail. Il faut consolider et rehausser leurs efforts et ces exemples de réussite de partenariats provinciaux et non procéder à des compressions.

Ces organismes provinciaux et territoriaux sont également des partenaires importants avec lesquels la BDAA et les autres organismes nationaux collaborent pour être efficaces et rentables.

Nous croyons que les effets négatifs à long terme de ces compressions seront désastreux pour les adultes qui éprouvent des difficultés en lecture et en écriture ainsi que pour les programmes qui tentent de leur offrir des services avec des ressources déjà limitées.

Ce financement est le ciment qui maintient unie l'infrastructure de l'alphabétisation des adultes. Sans cette composante, il ne nous reste que des miettes au niveau du programme avec un chaînon manquant, surtout aux niveaux provincial et territorial entre les organismes nationaux comme la BDAA et au niveau du programme. Cette infrastructure permettait aux intervenants et aux autres personnes qui oeuvrent dans le domaine de travailler ensemble de manière à prévenir le gaspillage. Nous n'avons pas à réinventer la roue.

Lorsque l'on parle des compressions du gouvernement fédéral, nous devons mentionner les fonds en vertu des Ententes de partenariat sur le marché du travail. Le gouvernement fédéral n'a pas honoré les ententes sur les programmes relatifs au marché du travail qui avaient été signées avec les provinces de l'Ontario, de la Saskatchewan et du Manitoba. Les fonds des EPMT devaient servir au financement de

programmes relatifs au marché du travail pour les employés ayant déjà un emploi, y compris les programmes d'alphabétisation.

Recommandations – Sue Folinsbee

Les répercussions et les résultats des programmes d'alphabétisation en milieu de travail ont été clairement démontrés au fil des ans par des organismes comme ABC CANADA, le Conference Board du Canada, l'Association canadienne des employés municipaux, le Congrès du travail du Canada et divers syndicats.

Nous désirons, à ce moment, faire certaines recommandations au Comité permanent :

- 1) Premièrement, nous demandons que le gouvernement fédéral rétablisse immédiatement les 17,7 millions de dollars au programme PAAACE de RHDSC. Les compressions vont à l'encontre du conseil donné par ce même comité qui, en 2003, recommandait qu'on mette fin aux mesures disparates dans le secteur de l'alphabétisation des adultes, soulignait la nécessité d'adopter une vision nationale et une stratégie pancanadienne et recommandait un investissement accru.
- 2) Deuxièmement, nous exhortons le gouvernement fédéral d'honorer ses ententes et de transférer les fonds aux provinces par l'entremise des Ententes de partenariat sur le marché du travail.
- 3) Troisièmement, nous encourageons fortement le Comité permanent à revoir le rapport de 2003 publié par ce même comité, *Accroître l'alphabétisation des adultes : La nécessité d'une action pancanadienne*, plus particulièrement les points suivants :
 - a) l'élaboration d'un accord pancanadien,
 - b) une augmentation des subventions annuelles et des budgets de contribution qui continueraient à être octroyés par le Volet de financement national et le Volet de financement fédéral-provincial/territorial.

- 4) Quatrièmement, nous exhortons le Comité permanent d'examiner les idées et les recommandations formulées lors des consultations nationales 2005 sur l'alphabétisation et les compétences essentielles auxquelles ont participé les intervenants, y compris des employeurs et des syndicats de partout au pays. On y retrouve des idées que le gouvernement fédéral pourrait utiliser pour augmenter l'investissement de l'employeur dans le secteur de l'alphabétisation en milieu de travail, par exemple, le prélèvement d'impôt de 1% utilisé au Québec pour la formation.

- 5) Et en dernier lieu, nous exhortons le gouvernement fédéral d'examiner un modèle de partenariat conjoint avec les employeurs et les syndicats des secteurs public et privé ainsi qu'avec d'autres intervenants clés afin d'adopter une vision et un plan d'action communs sur l'alphabétisation en milieu de travail et l'alphabétisation de la main-d'œuvre. Nous favorisons une définition de l'alphabétisation au sens large plutôt qu'une définition qui tient uniquement compte de l'emploi présent. Nous favorisons de multiples points d'accès pour le perfectionnement, de même que des stratégies et des initiatives flexibles et contextuelles. Nous désapprouvons une approche uniforme.

Nous désirons ajouter, en conclusion, que l'appui aux adultes qui éprouvent de la difficulté en lecture et en écriture vise non seulement leur participation à la vie économique du Canada, mais également leur participation dans leur communauté, au sein de leur famille et comme citoyens capables de tenir leur rôle à l'intérieur d'une société démocratique. À la faveur d'un bon leadership et des investissements nécessaires par le gouvernement fédéral, les adultes avec des difficultés en lecture et en écriture n'en seront pas les seuls gagnants, nous le serons tous.